

**Lang leben
unsere Produkte!**



**Longue vie
à nos objets !**

**Lunga vita ai
nostri oggetti!**



Dossier de presse

Table des matières

Introduction 2

Enjeux et état des lieux de l'économie circulaire 4

Objectifs et actions de la coalition..... 8

Membres actuels de la coalition..... 9

Contacts..... 13

Introduction

La coalition «Longue vie à nos objets!» est née d'un constat commun, partagé par ses membres: si l'importance de faire durer les biens de consommation pour limiter le gaspillage des ressources fait aujourd'hui l'unanimité, les obstacles pour surmonter le prêt-à-jeter sont encore très nombreux. En témoigne ce chiffre émanant d'un récent sondage de l'Alliance des organisations des consommateurs: 97% des répondants indiquent avoir dû jeter au moins une fois un objet encore en bon état, simplement parce que le coût de la réparation était trop élevé ou que les pièces détachées n'étaient pas disponibles¹. Une véritable aberration à l'heure où les ressources devraient être préservées.

Chaque année, la mise au rebut de nombreux objets de consommation courante – allant des appareils électroménagers aux vêtements, en passant par les smartphones et autres appareils informatiques – est source de pollution et de gaspillage. La Suisse est ainsi une grande consommatrice de matières premières et une grande productrice de déchets. Elle se situe même au troisième rang mondial en matière de déchets électroniques² (23kg par habitant en 2020³). Ce gaspillage serait pourtant évitable.

Le problème? Aujourd'hui encore, de nombreux produits proposés sur le marché sont simplement irréparables: l'objet est indémontable (boîtiers ou éléments soudés, p. ex.); aucune pièce de rechange n'est disponible; le coût de la réparation ou la complexité de la démarche comparés à l'achat de neuf sont rédhibitoires; voire l'incompatibilité technologique ou l'absence de mise à jour des logiciels rendent les appareils inutilisables.

Les récents rapports, enquêtes et sondages publiés à ce sujet confirment que les obstacles à la réparation et au réemploi restent nombreux. En juin 2022, Greenpeace Suisse a notamment fait état du retard du commerce de détail en matière d'économie circulaire⁴. Une conclusion corroborée par l'enquête de la FRC sur les lacunes des mêmes vendeurs dans le domaine de la réparation. Cette étude a permis de révéler que la plupart des appareils sous garantie ramenés au service après-vente en raison d'une panne a priori réparable ne sont généralement pas examinés et simplement jetés⁵. Quand bien même les sondages d'opinion montrent que la population serait prête à réparer davantage⁶.

Malheureusement, les conditions-cadres actuelles encouragent largement plus une économie du recyclage et de la valorisation de la matière qu'une économie du réemploi et de la réutilisation. De plus, de nombreux acteurs économiques, publics et non-gouvernementaux s'engagent pour une économie durable et circulaire, ils peinent pourtant à mettre en place les changements nécessaires à l'échelle requise par les défis environnementaux actuels.

¹ Alliance des organisations des consommateurs (FRC, SKS, ACSI), *Les consommateurs suisses réclament un indice de réparabilité*, communiqué du 21 octobre 2021

² Forti V., Baldé C.P., Kuehr R. et Bel G. Suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques à l'échelle mondiale pour 2020: quantités, flux et possibilités offertes par l'économie circulaire. Université des Nations Unies (UNU)/Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) – Programme SCYCLE coadministré par l'Union internationale des télécommunications (UIT) et l'Association internationale des déchets solides (ISWA), Bonn/Genève/Rotterdam

³ Urban Mine Platform, <http://www.urbanmineplatform.eu>

⁴ Greenpeace, *Commerce de détail et économie circulaire: le chemin est encore long*, juin 2022

⁵ Fédération romande des consommateurs, *Réparabilité | Appareil sous garantie: à peine acheter qu'il faut déjà le jeter*, FRC Mieux choisir N°143, septembre 2022

⁶ Voir notamment: Greenpeace, *Droit à la réparation: une démarche en faveur de l'environnement largement soutenue par la population suisse*, communiqué du 16 novembre 2021

D'où l'enjeu du projet de révision de la Loi sur la protection de l'environnement rédigé en réponse à l'initiative parlementaire «développer l'économie circulaire en Suisse». Car si le politique est loin de s'être désintéressé du sujet – pas moins d'une trentaine d'interventions touchant cette thématique ont été déposées au Parlement ces dernières années – il s'agit pour l'heure du projet le plus prometteur. Le seul qui propose enfin des changements législatifs permettant de lutter contre le vieillissement prématuré des objets.

La présente coalition entend soutenir et renforcer les ambitions de ce projet, faciliter les démarches existantes et inciter les acteurs économiques et politiques à améliorer l'offre du marché en amont. D'une part, afin que le consommateur ne se retrouve pas démunie en fin de chaîne avec comme seule solution celle de jeter; d'autre part, pour accompagner une transition vers une économie circulaire à large échelle.



Enjeux et état des lieux de l'économie circulaire

L'économie circulaire est une boîte à outils pour mettre en œuvre la durabilité.

Réutiliser des bouteilles en verre pour de la bière ou du vin plutôt que les recycler. Mettre à disposition des pièces détachées et des modes d'emploi détaillés pour réparer un aspirateur ou un téléphone. Réemployer des matériaux de construction issus de la démolition d'un bâtiment pour en construire un nouveau. L'ensemble de ces activités s'inscrit dans une logique d'économie circulaire. Celle-ci se base sur une idée simple mais aux nombreuses implications: maintenir le plus longtemps possible la valeur des ressources, matériaux et objets dans l'économie. Cela grâce à un ensemble de stratégies:

- **réduire** l'utilisation de ressources en termes absolus ou par unité de produit ou de service;
- **ralentir** les flux de matières en prolongeant la vie des objets (entretenir, réutiliser, réparer, reconditionner, remanufacturer, etc.);
- **boucler** les flux de matières (valorisation de la matière et de l'énergie des déchets).

Pour mettre en œuvre ces stratégies, des principes d'écoconception ou **conception circulaire** doivent être appliqués tout au début du cycle de vie des objets. Ces principes définissent la quantité et la qualité des matériaux, de même que l'énergie requise pour la production et le fonctionnement des objets. Ils définissent également les stratégies d'économie circulaire et de fin de vie qu'il est possible d'appliquer ensuite.

Représentation de l'économie circulaire



En principe, les stratégies réduire et ralentir doivent être envisagées en première intention avant de penser à boucler les flux de matières. On retrouve cet ordre de priorité dans la gestion des déchets en Suisse, avec les principes de **limitation** préventive des déchets, puis de **valorisation** de la matière et de l'énergie, et enfin d'**élimination** respectueuse de l'environnement. En bref, l'économie circulaire implique de mettre en œuvre en première intention les stratégies de prolongation de la vie des objets (cycle des produits, enjeux de consommation et production durable), avant d'aller vers les stratégies de bouclage des flux (cycle des matériaux, enjeux de gestion des déchets).

Mettre en œuvre les stratégies d'économie circulaire crée **de nombreux bénéfices**. Sur le plan **environnemental** bien sûr (changement climatique, perte de biodiversité, gestion des ressources naturelles), mais aussi sur le plan économique (découplage entre croissance et utilisation des ressources, enjeux d'approvisionnement, résilience aux chocs externes, innovation, etc.) et sur le plan **social** (création d'emplois, droit des consommateurs, santé, etc.). Bien que l'économie mondiale soit encore largement linéaire, de nombreux pays, mais aussi des villes, des régions, des entreprises, des associations, des collectifs de citoyens se mobilisent pour profiter de ces bénéfices et mettre en œuvre rapidement l'économie circulaire. C'est le cas par exemple de l'Union européenne au travers de son plan d'action de 2020 qui déploie progressivement ses effets dans les États membres.

En Suisse, les choses commencent enfin à bouger pour l'économie circulaire...

C'est le cas par exemple de plusieurs villes et cantons qui développent des plans d'action ou qui mettent en œuvre des stratégies spécifiques d'économie circulaire. On retrouve aussi de nombreuses innovations circulaires du côté des start-ups et entreprises, ainsi que de très nombreuses initiatives de la société civile.

Sur le plan fédéral, l'idée d'économie circulaire s'est imposée plus lentement. Ces dernières années ont vu un grand nombre d'interventions parlementaires sur ce thème, quelques rapports du Conseil fédéral et des projets de recherche scientifique, sans déboucher encore sur des décisions concrètes. Issue de plusieurs initiatives parlementaires déposées en 2019, l'actuelle révision de la Loi sur la protection de l'environnement (20.433), qui vise à renforcer l'économie circulaire, pourrait enfin permettre de poser les premiers jalons (*lire plus bas*).

Reste que **la Suisse demeure encore profondément ancrée dans une logique de bonne gestion et de valorisation des déchets**. Très fier par exemple de ses taux de recyclage, notre pays semble ne pas vouloir regarder en face l'énorme quantité de déchets qu'il produit (plus de 700kg par personne et par an) et l'impact environnemental de sa consommation. Pour déployer son plein potentiel, l'économie circulaire exige pourtant de passer de la logique «end-of-pipe» actuelle centrée sur les déchets à des conditions-cadres qui prennent en compte l'ensemble du cycle de vie des produits. Sous cet angle, l'économie circulaire est une stratégie large de décarbonisation du secteur de la construction, de production et consommation durables, de réduction des risques d'approvisionnement, de transition juste, d'amélioration du droit des consommateurs, de transport des marchandises, de développement régional, de formation et d'innovation, etc.

Pour atteindre son plein potentiel, l'économie circulaire doit donc intégrer en priorité les enjeux de limitation des déchets et de prolongation de la durée de vie des objets (entretenir, réutiliser, réparer, reconditionner, remanufacturer, etc.), et des conditions-cadres appropriées doivent être instaurées pour ces stratégies. C'est pour contribuer à ce résultat que la coalition «Longue vie à nos objets!» s'est créée.

La révision de la Loi sur la protection de l'environnement, un premier pas à soutenir...

La coalition soutient fermement l'adoption de la révision actuelle et sera attentive à ce qu'elle ne soit pas vidée de sa substance lors des prochaines étapes du processus de décision. En particulier au sujet du cœur de la révision, l'art. 35i qui crée un embryon de droit sur les objets. Il permet en effet au Conseil fédéral de poser des exigences aux produits et emballages lors de leur mise sur le marché en fonction de leurs nuisances à l'environnement. Grâce à ces nouvelles dispositions, les consommateurs pourraient également enfin disposer d'informations leur permettant de faire un choix en connaissance de cause (indice de réparabilité, p. ex.). Ce texte propose aussi d'autres avancées importantes: prise en compte du cycle de vie des produits, mécanismes d'encouragement à la formation, aux projets pilotes, à des plateformes destinées à la préservation des ressources, développement d'un certificat concernant la consommation de ressources des bâtiments, prescription sur la valorisation matière des déchets, etc.

... mais qui manque cruellement d'ambition!

Reste que de nombreux aspects liés à la prolongation de la vie des objets sont encore absents ou trop peu ambitieux :

- L'ensemble du projet reste très centré sur les stratégies de valorisation de la matière et de l'énergie, tandis que les stratégies de limitation des déchets et de prolongation de la vie des objets ne sont que peu ou pas abordées. Inscrite dans le droit de l'environnement, cette révision n'aborde ainsi que de manière indirecte les enjeux de production et consommation durables.
- Lorsque ces aspects sont abordés, ils font l'objet de formulations potestatives («le Conseil fédéral peut...») dont on sait par expérience qu'elles risquent de rester à l'état de simple déclaration d'intention (dispositions existantes sur la limitation des déchets, p. ex.).
- Les termes employés demeurent flous ou non définis (réutilisation, réparation, valorisation, déchets, etc.). De plus, il n'y a pas d'indications qui permettent de prioriser les meilleures options de valorisation (réutiliser avant de recycler, p. ex.).
- Le projet reste également trop vague concernant les possibilités de développer l'information et l'étiquetage en rapport avec la réparation: un indice de réparabilité devrait être explicitement mentionné.
- Les aspects de prolongation de la vie des objets manquent de précision et de mécanismes de mise en œuvre (indice de réparabilité, droit à la réparation, diagnostic avant élimination ou démolition, information des consommateurs, etc.). Les obstacles à la réparation et à la réutilisation ne sont pas abordés.
- Le texte manque complètement d'objectifs chiffrés et de mécanismes de contrôle (seuils d'énergie grise dans le bâtiment, objectifs de limitation des déchets ou d'utilisation des ressources, etc.).
- À part dans le domaine des bâtiments, la Confédération n'assume pas le rôle de modèle et ne met pas en œuvre de dispositions spécifiques qui permettraient aux cantons et communes d'aller vers l'objectif programmatique de cette révision: la préservation des ressources naturelles et leur utilisation efficace dans une logique d'économie circulaire.

- Les filières de valorisation des déchets sont adaptées (mécanismes dits de responsabilité élargie des producteurs), mais elles devraient être étendues à d'autres catégories d'objets et pouvoir faire l'objet d'une éco-modulation en fonction des activités de valorisation mises en œuvre.
- Rien n'est prévu pour limiter la destruction des invendus, phénomène qui touche entre autres les plateformes de commerce en ligne.
- Aucune disposition ne permet d'accélérer le déploiement des emballages réutilisables.

Ces aspects seront portés par la coalition «Longue vie à nos objets!» lors du processus de révision et feront l'objet de propositions spécifiques par la suite, tant lors du développement des ordonnances d'exécution de cette révision qu'au travers de propositions législatives additionnelles.



Objectifs et actions de la coalition

Les membres de la coalition «Longue vie à nos objets!» partagent les buts communs suivants:

1. Lutter contre le gaspillage et la pollution découlant de la destruction prématurée d'objets de consommation en prolongeant leur durée de vie.
2. Faire changer les conditions-cadres pour que le marché propose des objets conçus selon les principes de l'économie circulaire, et renforcer la place du thème de la production et consommation durables dans différentes politiques sectorielles (environnement, économie, formation, agriculture, etc.).
3. Offrir aux consommateurs un accès facilité et abordable à la réparation et la réutilisation pour en faire une réelle alternative à l'achat de neuf.
4. Soutenir le développement d'un tissu économique d'acteurs innovants dans les secteurs de la réparation, de la réutilisation et du partage d'objets (y compris des programmes de reconversion) et mettre en valeur les initiatives existantes.

Pour cela, la coalition réunit en premier lieu les acteurs concernés par la réparation et le réemploi des objets en Suisse dans le but de favoriser l'échange d'informations. Ensemble, ils ont pour ambition de mener des actions politiques communes pour compléter et soutenir le travail parlementaire en cours et maintenir la thématique en haut de l'agenda politique.

Ils prévoient également de mener des actions de communication afin que cette thématique centrale pour une transition effective vers une consommation durable soit mieux comprise du grand public et davantage traitée par les médias. Ceci également dans le but de transmettre une expertise fine des solutions envisagées dans le contexte suisse.

En résumé, la coalition s'inscrit dans un mouvement constructif visant à faciliter la prise de décision en faveur du passage à une économie circulaire à large échelle en Suisse, afin que celle-ci ne reste pas qu'un marché de niche.



Membres actuels de la coalition

(par ordre alphabétique)

ACSI – Associazione consumatrici e consumatori della Svizzera italiana

Association de défense des consommateurs autonome, indépendante et à but non lucratif, l'ACSI n'accepte pas de publicité et réinvestit tous ses revenus dans des activités qui poursuivent ses objectifs. Membre actif de la Commission fédérale de la consommation (CFC), elle coopère également avec les organisations des consommateurs suisses et européennes. Depuis sa fondation en 1974, l'ACSI s'est engagée à sensibiliser, informer et instruire les consommateurs afin qu'ils puissent faire des choix éclairés et responsables. Elle organise des Repair Cafés en Suisse italienne. Elle défend l'allongement de la garantie légale sur les produits au niveau parlementaire, une mesure qui prolongerait la durée de vie des objets, réduisant ainsi les déchets et les coûts pour les consommateurs et l'environnement.

acsi.ch/riuso-e-ricido/

APRÈS, réseau de l'économie sociale et solidaire

APRÈS – les réseaux romands de l'économie sociale et solidaire (ESS) – contribue depuis 2003 à faire de l'économie un levier majeur de transition vers une société respectueuse de l'humain et de la biosphère.

Les quelques 600 entreprises membres de ces faïtières économiques se retrouvent autour de valeurs communes et de critères factuels (économie circulaire, lucrativité limitée, transparence, utilité publique, etc.). Actives dans tous les domaines économiques utiles à une société durable, de l'agriculture à la santé en passant par l'industrie et l'habitat, ces entreprises peuvent avoir des formes juridiques variées et ont pour but commun de maximiser leur impact positif sur la société.

apres-ge.ch / apres-vd.ch / apres-bejune.ch

ASAM – Association suisse des arts et métiers

L'ASAM, association suisse des arts et métiers, s'engage depuis 2019 pour une économie plus durable, proche des gens et de l'environnement. Au travers de ses actions sur les scènes cantonales et fédérale, elle milite pour les quatre piliers de la durabilité (humanité et justice sociale, écologie globale, économie équitable, et identité culturelle) en offrant une vraie alternative politique aux faïtières économiques traditionnelles. Elle représente à ce jour les voix de 500 PME et TPE progressistes suisses qu'elle consulte directement pour ses prises de position.

associationsuissedesartsetmetiers.ch

Circular Economy Switzerland

Circular Economy Switzerland poursuit la vision d'une Suisse qui est passée de l'économie linéaire à l'économie circulaire. En mettant en réseau des acteurs enthousiastes de l'économie circulaire issus de l'économie privée, de la société civile, de la politique et de

l'Administration, et en encourageant la coopération et l'échange de connaissances à travers toutes les branches et tous les domaines, Circular Economy Switzerland agit comme un stimulant pour un nouveau mouvement d'économie circulaire à l'échelle de la Suisse.

Circular Economy Switzerland soutient la coalition dans le cadre du projet «Renforcement du discours suisse sur l'économie circulaire».

circular-economy-switzerland.ch

FRC – Fédération romande des consommateurs

Association de défense des consommateurs fondée en 1959, la FRC agit depuis ses débuts pour lutter contre le vieillissement prématuré des objets. Entre solutions de terrain, informations de fond et actions auprès des acteurs politiques et économiques pour faire changer les règles du jeu, l'objectif est multiple. Il s'agit d'éviter aux consommateurs les dépenses inutiles en prolongeant la durée de vie de leurs biens, ainsi que de limiter le gaspillage des ressources et les polluants liés à la production et l'élimination des objets. Pour cela, écoconception, réparabilité et réutilisation des objets sont au cœur de la transition d'une économie linéaire basée sur le prêt-à-jeter à une économie circulaire permettant de ralentir le cycle des matières.

frc.ch/duree-de-vie-des-objets

Gemeinwohl-Ökonomie Schweiz

«Remettre l'économie à l'endroit». Fondé à Vienne en 2010, le mouvement de [l'économie pour le bien commun](#) aide aujourd'hui les entreprises, les communes, les organisations éducatives et les individus du monde entier à orienter leurs activités en fonction des exigences du bien commun et de la vulnérabilité de notre planète. Les quatre valeurs "dignité humaine", "justice sociale et solidarité", "durabilité écologique" et "transparence et démocratie" constituent la matrice du bien commun qui offre à cet effet un ensemble d'indicateurs et un processus éprouvé. En Suisse, environ 70 petites et moyennes entreprises ainsi qu'une commune ont établi un bilan de bien commun. Ces prestations sont disponibles auprès de l'association Gemeinwohl-Ökonomie Schweiz.

gwoe.ch

Greenpeace Suisse

Greenpeace est une organisation environnementale internationale et indépendante. En Suisse, elle s'engage notamment pour une économie favorisant la longévité des produits, leur partage, leur réutilisation et leur réparation. Une pétition pour un droit à la réparation a été remise au Parlement en avril 2022, soulignant le désir de la population suisse à réparer davantage malgré les obstacles. Une démarche en faveur du climat également, comme en atteste son étude sur la durée de vie des produits et les émissions de CO2.

greenpeace.ch/reparation

Impact Hub Switzerland

Impact Hub Switzerland a pour objectif de promouvoir l'innovation sociale et l'émergence de nouveaux projets entrepreneuriaux. Au sein de ses espaces de coworking et par le biais de ses programmes, l'association fédère les citoyen-ne-s, les entrepreneur-e-s, ainsi que les grands acteurs et actrices de notre société, et les encourage à collaborer autour des enjeux sociétaux.

impacthub.ch

NoOPS (No Obsolescence Programmée Suisse)

L'association NoOPS conduit diverses actions visant à allonger la durée de vie des objets, leur réparation et leur valorisation, in fine pour lutter contre l'obsolescence programmée. Elle dispose d'un réseau de collecte de téléphones portables et tablettes usagés dans toute la Suisse romande, en vue de les reconditionner et les valoriser. L'association collabore avec plusieurs partenaires locaux dans ce processus: les téléphones collectés sont diagnostiqués par Réalise, remis en vente après reconditionnement sur la plateforme en ligne Recommerce.swiss ou désossés pour récupérer les matériaux à la Renfile, brocante du Centre Social Protestant.

noops.ch

Pro Natura

Pro Natura est la plus ancienne organisation de protection de la nature en Suisse et compte aujourd'hui plus de 170'000 membres. Elle gère 700 réserves naturelles, dirige une douzaine de centres de protection de la nature dans toute la Suisse et mène des activités d'éducation à l'environnement et de jeunesse. En outre, elle donne une voix forte à la nature sur la scène politique et par ses activités de communication. Avec ses sections, Pro Natura est active au niveau régional dans tous les cantons. Au niveau international, elle fait partie du réseau Friends of the Earth.

pronatura.ch

sanu durabilitas

sanu durabilitas est un think and do tank indépendant qui œuvre pour la transition vers la durabilité en Suisse. En collaboration avec des partenaires issus de la science, de l'économie, de la politique, de l'Administration et de la société civile, la fondation analyse les obstacles et identifie les solutions prometteuses. Elle développe et adapte ces solutions à des besoins spécifiques. Elle élabore des recommandations et transmet ces dernières de façon ciblée aux décideurs et au public.

sanudurabilitas.ch/

Swisscleantech

swisscleantech est une association économique. Nous comptons plus de [500 adhérents](#) appartenant à toutes les branches. Nos adhérents œuvrent pour la protection du climat et ont donc signé notre [charte](#). Ensemble, nous visons à mobiliser les responsables politiques

et la société et agissons pour que la Suisse devienne neutre en CO₂ d'ici 2050. C'est ainsi que l'économie deviendra climat compatible.

swisscleantech.ch

WWF Suisse

Le WWF Suisse a été fondé en 1961 à Zurich. Il a son siège à Zurich et des bureaux régionaux à Lausanne et Bellinzone. Avec environ 300'000 membres et donateurs, il est la première organisation de protection de la nature et de l'environnement en Suisse. Le WWF s'engage pour la préservation de la biodiversité, la protection du climat ainsi que pour une utilisation durable des ressources naturelles dans les limites de la planète.

wwf.ch



Contacts

ACSI – Associazione consumatrici e consumatori della Svizzera italiana

Antonella Crüzer, Segretaria generale, a.cruezer@acsi.ch, +41 91 966 98 06 (italien, allemand)

APRÈS c/o APRÈS-Genève

Antonin Calderon, Responsable Pôle Développement et promotion de l'ESS, antonin.calderon@apres-ge.ch, +41 22 807 27 97 (français)

ASAM – Association suisse des arts et métiers

Christophe Barman, membre du comité, cbarman@loyco.ch, +41 79 462 51 44 (français)

Léa Laveau, Responsable Suisse romande, lea.laveau@bluewin.ch, +41 78 853 01 27 (français)

Circular Economy Switzerland

Kathrin Fuchs, info@circular-economy-switzerland.ch (allemand)

FRC – Fédération romande des consommateurs

Laurianne Altwegg, responsable Environnement, Agriculture et Energie, l.altwegg@frc.ch, +41 78 878 73 81 (français)

Gemeinwohl-Ökonomie Schweiz

Gaby Belz, coordinatrice consommation de l'association Economie pour le Bien Commun Suisse, membre du bord international du mouvement pour l'Economie du Bien Commun, gaby.belz@gwoe.ch (allemand)

Greenpeace Suisse

Joëlle Herin, experte consommation et économie circulaire, joelle.herin@greenpeace.org, +41 79 256 32 65 (français, allemand)

Impact hub Switzerland

Jaira Guevara, Programme Lead Circular Economy Incubator Romandie, jaira.guevara@impacthub.ch, +41 79 840 70 30 (français)

NoOPS

Thomas Putallaz, président, info@noops.ch, +41 79 417 09 69 (français)

sanu durabilitas

Nils Moussu, chargé de programme économie circulaire, nils.moussu@sanudurabilitas.ch,
+41 78 848 71 46 (français).

Swisscleantech

Gregory Germann, responsable politique climatique,
gregory.germann@swisscleantech.ch, +41 77 267 95 87 (allemand)

Soutenu par



Partenaires



[Der Gewerbeverein] [Association suisse des arts et métiers]

